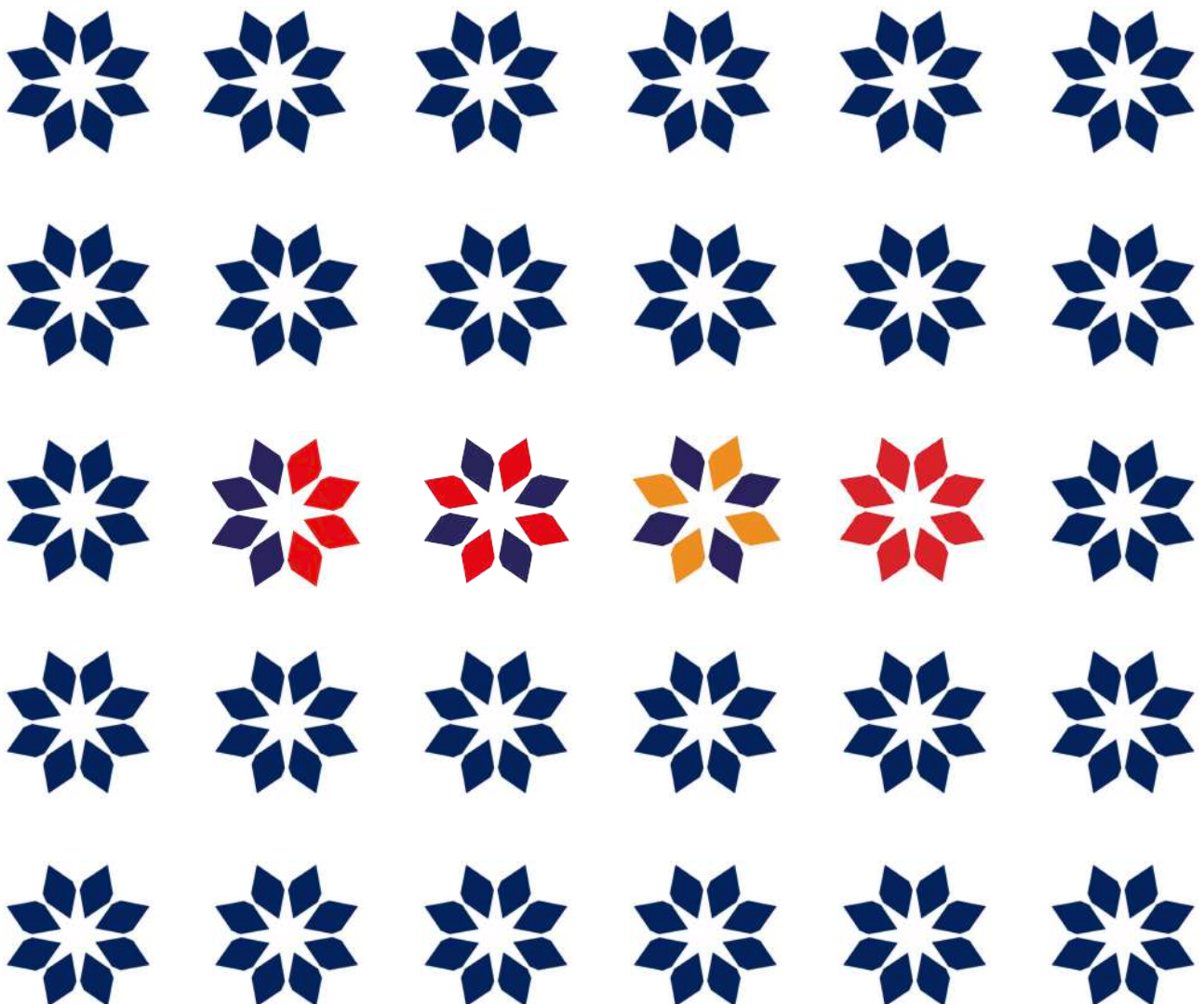




FONDATION
FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE



Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux
et de ses cultures, mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

SOMMAIRE

p.3 Éditorial.

par Jean-Raphaël Peytregnet,
Directeur de la publication et ancien
diplomate.

p.6 Actualités asiatiques.

par Pierre Haski,
Journaliste pour France Inter.

p.7 Préserver, transmettre et collectionner : l'art asiatique aujourd'hui.

avec Géraldine Lenain
Historienne de l'art et Présidente de la
Société des Amis du Musée Guimet.

p.12 Qu'est-il arrivé au Népal ?

par Yves Carmona,
Ancien diplomate.

p.16 Chine et Japon : Lost in Translation.

par CHEN Yo-Jung
Ancien diplomate français.

p.20 Entretien Nouveaux Regards.

avec FENG Chuxuan,
Fondateur de Huasheng Media.

p.22 Nvidia et la Chine, l'autonomisation se rapproche.

par Robin Rivaton,
CEO, Stonal et Young Leader 2024.

AGENDA

7 novembre

Rencontre avec la cheffe japonaise Hiraku Doi, Young Leader France- Japon 2025

Démonstration culinaire et dédicace son
ouvrage « *Et si on mangeait japonais ce soir ?* »
18h à 19h30 à la Boutique Irasshai
40 rue du Louvre, 75001 Paris

19 novembre

Cocktail avec les Young Leaders 2025 à Tokyo à la CCI France-Japon

Nihonbashi Honcho YS Building, 2-2-2
Nihonbashi Honcho, Chuo-ku, Tokyo

27 novembre

Conférence autour de Xavier Huillard, Président Vinci.

2 décembre

Table-ronde France India AI Initiative

Indo-French Dialogue on AI in Healthcare:
Ethics, Data, Challenges, and Opportunities
Amphithéâtre F Sorbonne Pitié Salpêtrière

9 décembre

Forum Track 2 France-Chine à Paris

Plus d'information sur le site de la
Fondation France-Asie
fondationfranceasie.org

Pour participer aux événements, écrire à
contact@fondationfranceasie.org



Jean-Raphaël Peytregnet

Directeur de la publication, ancien diplomate

ÉDITORIAL

Ces derniers temps, des manifestations populaires ont secoué plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, et même au-delà. Elles ont pris le relais de celles qui avaient conduit à la chute de la famille sri-lankaise Rajapaksa en 2022, puis de la « Bégum de fer » bangladaise, Sheikh Hasina, après qu'elles se sont toutes deux maintenues au pouvoir pendant des décennies.

Les manifestations de la génération Z dans ces pays ont mis en lumière l'impact du militantisme des jeunes qui sont démographiquement dominants mais peinent à s'affirmer politiquement.

Elles ont secoué l'Indonésie fin août et ont renversé le gouvernement népalais en septembre. Le même mois, les Philippines ont été le théâtre de démonstrations continues qui ont fini par dégénérer.

Si des dynamiques locales étaient à l'œuvre pour chacune d'elles, des thèmes communs ont émergé : la colère contre la corruption au sein des élites politiques en Indonésie et au Népal, corruption encore dans les infrastructures aux Philippines, voitures de fonction de luxe et retraites dorées des députés au Timor-Leste [1].

Au début pacifiques, dénonçant la cherté de la vie, les bas salaires et le taux de chômage important des jeunes [2], les manifestations à Jakarta ont été déclenchées par l'annonce en août des parlementaires de s'octroyer des indemnités de logement d'un montant de 50 millions de roupies par mois (environ 2700 €), alors que ceux-ci gagnent déjà l'équivalent de

plus de 5000 € mensuels, soit environ 30 fois le salaire minimum national.

Les manifestations ont causé quelque dix morts dans l'escalade de la violence, ravivant le souvenir douloureux de 1998, lorsque ces émeutes avaient renversé le dictateur Suharto, beau-père de l'actuel président et ancien général, Prabowo Subianto (73 ans). Si les observateurs estiment que la situation est aujourd'hui moins grave dans le quatrième pays le plus peuplé de la planète, la vague actuelle de troubles qui s'est étendue à plusieurs autres villes du pays reflète néanmoins un mécontentement croissant.

Depuis le début du mandat du nouveau président à la tête de la première économie d'Asie du Sud-Est, les conditions de vie se sont détériorées à un rythme alarmant, obligeant la population à cumuler parfois deux à trois emplois pour lutter contre l'inflation. Les coupes budgétaires dans l'éducation et la santé, ainsi que l'augmentation des dépenses publiques consacrées à la sécurité nationale sont aussi pointées du doigt.

L'étincelle est venue de la capitale indonésienne fin août lorsqu'un commentaire d'un responsable politique sur les généreuses allocations que s'étaient attribuées des députés a été repris en boucle par les internautes.

Dans ce cas comme dans d'autres, les réseaux sociaux ont en effet joué un rôle important. Des millions d'Indonésiens ont publié des mêmes ou



des slogans sur fond vert ou rose, couleurs de ralliement au mouvement intergouvernemental. Le vert de la veste que portent les « ojol » (chauffeurs de moto-taxi) en hommage à Altan Kurmiawan (conducteur mortellement renversé par un véhicule blindé de la police lors d'une manifestation à Jakarta), et le rose de la « femme au hijab rose » (ibu berjilbab pink), une manifestante dont les images sont devenues virales après son face-à-face avec la police anti-émeute devant le Parlement.

Au Timor-Leste (ou Timor oriental), à la mi-septembre, les manifestants se sont rassemblés à Dili, la capitale, pendant trois jours pour exiger du président José Ramos-Horta (75 ans) qu'il soit mis fin au projet du Parlement d'octroyer à chacun des 65 parlementaires une voiture Toyota Prado pour un montant total de 4,2 millions de dollars \$.

Pour les ex-responsables gouvernementaux appartenant au Parti d'opposition Fretilin, les soulèvements de la jeunesse timoraise ont marqué une tendance au rejet démocratique extraparlémentaire des politiques publiques et des comportements de gouvernance qui nuisent à l'intérêt général de la population. Ces décisions des autorités étaient jugées non seulement irresponsables sur le plan financier, mais démontraient à quel point la jeune république était déconnectée des souffrances du peuple.

Après avoir obtenu son indépendance de l'Indonésie en 2002, le nouvel État du Timor-Leste se trouve en effet toujours aux prises avec une pauvreté endémique qui touche quelque 40 % de la population timoraise, avec 46 % des enfants souffrant de malnutrition [3].

Par ailleurs, l'opposition de la jeunesse aux dirigeants qui la gouvernent entre en ligne de compte. L'âge médian au Timor-Leste est de 21 ans, tandis que le président et son Premier ministre sont septuagénaires. L'Indonésie, le Népal et les Philippines connaissent des situations similaires.

Les manifestations au Népal ont eu raison du Premier ministre Khadga Prasad Sharma Oli (73 ans). Elles ont été les plus meurtrières (72 morts) depuis le mouvement démocratique de 2006 qui avait conduit à l'abolition de la monarchie et à l'établissement de la République fédérale parlementaire deux années après.

Le déclencheur des émeutes est venu de la décision des autorités de fermer les plateformes de réseaux sociaux qui ne respectaient pas, selon elles, les exigences d'enregistrement du

gouvernement, notamment Facebook, X et YouTube. Une campagne sur ces mêmes réseaux sous les hashtags « #nepoBaby », « #nepoKids », (« nepo » mis pour népotisme, c.-à-d. « les fils et les filles de ») lancée auparavant, visait les rejetons privilégiés des élites politiques. Ces mouvements d'humeur ne se limitaient pas seulement aux réseaux sociaux. Depuis des années, les Népalais dénonçaient la corruption du système et son incapacité à répondre aux préoccupations de longue date de la population, liées notamment à la crise économique qui avait provoqué la chute de 14 gouvernements successifs depuis 2008 [4], amenant ainsi certains à appeler au rétablissement de la monarchie.

Le nouveau gouvernement de la Première ministre intérimaire, Sushika Karki (73 ans), l'une des figures de la lutte contre la corruption, sera notamment aux prises avec les conséquences de la destruction provoquée par les incendies des archives gouvernementales et de plusieurs bâtiments officiels par les manifestants, en prévision des élections fixées en mars 2026 et dont l'issue s'annonce d'ores et déjà incertaine...

Les manifestations du 21 septembre à Manille sont parvenues à rassembler la plus grande foule anti-corruption depuis 2013, lorsque la « Marche du million de personnes » avait forcé le gouvernement à abolir le système du « *baril de porc* » (une expression métaphorique pour désigner des dépenses gouvernementales allouées à des projets localisés dans le district d'un représentant gouvernemental ou pour garantir des dépenses directes servant principalement les seuls intérêts dudit représentant).

Les deux plus grandes manifestations dans la région de la capitale des Philippines ont rassemblé plus de 100 000 personnes exigeant que toute la vérité soit faite sur la corruption systémique au sein de la bureaucratie. Une autre manifestation menée par des jeunes inspirés par les soulèvements en Indonésie et au Népal s'est transformée en un violent affrontement avec la police près du palais présidentiel de Malacañang.

En dehors de Manille, diverses manifestations ont également eu lieu dans les principaux



centres urbains, reflétant l'indignation généralisée face au dernier scandale de corruption lié au programme gouvernemental de contrôle des inondations. Le violent mouvement de protestation des jeunes près du palais présidentiel a déclenché un débat sur autant de sujets que la résistance à l'oppression, le changement social, l'État de droit, la paix et l'ordre, la violence structurelle et le pouvoir des opprimés.

L'émergence de ces jeunes manifestants n'appartenant à aucune formation organisée a fourni une démonstration de la façon dont la campagne anti-corruption, lancée par le président de la République Ferdinand Marcos Jr (68 ans) lui-même, pourrait avoir un impact potentiellement perturbateur sur la société, alors que l'on s'attend à ce que les manifestations contre la corruption se poursuivent en dépit des enquêtes en cours au Congrès philippin et au sein de la commission indépendante créée par le fils de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos père.

L'Inde de Narendra Modi (75 ans) a pour l'instant été épargnée bien qu'agitée par des foyers de contestation territoriaux, notamment au Cachemire, à Manipur à la frontière birmane et au Ladakh, dont un leader de ce dernier territoire indien est allé jusqu'à parler de « Printemps arabes », ce qui est apparu pour les observateurs comme une comparaison quelque peu excessive.

La moitié de la population de « *la plus grande démocratie au monde* » est néanmoins composée de jeunes âgés de moins de 28 ans avec en leur sein un taux de chômage très

élevé, 1 % des Indiens les plus fortunés détenant, en 2023, 40,1 % de la richesse nationale. La Birmanie, début 2021, le Pakistan, en mai 2023, auraient pu rejoindre la liste des « Printemps asiatiques » si, dans les deux cas, les militaires n'avaient réprimé brutalement la flambée de colère des jeunes, comme ce fut le cas en Chine en 1989 pour les mêmes raisons.

On peut, à l'aune de ces mouvements de révolte de la jeunesse qui secouent l'un après l'autre les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, se poser la question si nous n'assistons pas aujourd'hui à un tournant qui viendrait à s'étendre à tout le continent asiatique ? [5]

[1] <https://fr.tradingeconomics.com/country-list/corruption-rank?continent=asia>

[2] 9,03 % de la population vit sous le seuil de pauvreté national (p.i. 1,9 % pour le taux international) soit 25,9 millions de personnes (T1 2024). Le taux de chômage s'établit à 4,9 % mais le secteur informel fournit plus de la moitié des emplois (59,1 %) selon l'Agence nationale de statistiques (février 2024).

[3] Taux de chômage élevé chez les jeunes (30 % et taux de participation à la population active de 9,2 % en 2021) – sources Coface.

[4] Les dernières estimations de la Banque mondiale révèlent que plus de 20% des 15-24 ans étaient au chômage en 2024.

[5] Voir l'interview de Paul Staniland, directeur adjoint du département de science politique de l'université de Chicago, « Printemps asiatiques » : « Les résultats de ces mouvements semblent beaucoup plus stables que ce qu'ont été les "printemps arabes" », journal Le Monde, 29 septembre 2025 ; « Asia's Gen Z rejects the rat race, from China's 'let it rot' to 'just rested' Koreans », South China Morning Post, « This week in Asia, 4 Oct 2025 » ; « Gen Z's Challenge to Elite Dominance in South Asia », The Diplomat, September 24, 2025 ; « The Promises and Pitfalls of the Social Media-Fueled Gen-Z Protests Across Asia », Carnegie Endowment for International Peace, September 30, 2025.

Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France puis à l'aide au développement au titre d'expert international de l'UNESCO au Laos (1988-1991), Jean-Raphaël PEYTREGNET a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021) puis enfin Conseiller spécial du Directeur d'Asie-Océanie (2021-2023).



Pierre Haski
Journaliste

Actualités asiatiques

Géopolitique, un podcast offrant un regard sur l'actualité internationale.

Par Pierre Haski sur France Inter

1^{er} octobre - Quand le soja devient un enjeu géopolitique entre la Chine et les États-Unis.

La Chine a stoppé ses achats de soja aux États-Unis en raison de la guerre commerciale de Donald Trump, privant les fermiers américains de plusieurs milliards de dollars. La « géopolitique du soja » s'invite dans la mondialisation, un enjeu invisible mais aux conséquences considérables.

▶ [Écouter le podcast](#)

3 octobre - La génération Z se révolte contre la corruption et l'injustice sociale.

De l'Asie à l'Afrique, la génération Z, les 13-28 ans, se révolte avec les mêmes codes générationnels issus de leur culture numérique commune. La fracture générationnelle se transforme en fracture politique, mais avec quels lendemains ?

▶ [Écouter le podcast](#)

17 octobre - Pékin affole le monde et énerve Trump en menaçant l'approvisionnement en terres rares.

Pékin instrumentalise l'anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale pour projeter sa nouvelle puissance face aux États-Unis. Donald Trump reproche à Xi Jinping de minimiser le rôle américain dans la victoire.

▶ [Écouter le podcast](#)

23 octobre - Que se passe-t-il au royaume de Xi Jinping?

Le plénum, session plénière annuelle du comité central du Parti Communiste chinois s'est ouvert. Un moment stratégique et délicat de la vie politique chinoise débute dans le plus grand secret.

▶ [Écouter le podcast](#)

Pierre Haski

Journaliste français, ancien correspondant en Afrique du Sud, au Moyen-Orient et en Chine pour l'Agence France Presse (AFP) puis pour le journal Libération, cofondateur du site d'information Rue89, Pierre HASKI est président depuis 2017 de l'association Reporters sans frontières. Depuis 2018, il pose un regard sur la politique internationale au travers de son émission matinale "Géopolitique" diffusée sur France Inter.



Géraldine Lenain

Historienne de l'art et Présidente de la Société des Amis du Musée Guimet

Astrid di Crollalanza

Entretien Nouveaux Regards

Préserver, transmettre et collectionner : l'art asiatique aujourd'hui.

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Vous avez pris la présidence en 2017 de la Société des Amis du Musée Guimet (SAMG). Pouvez-vous nous dire ce qu'est la SAMG ? Quand a-t-elle été créée ? Quels buts poursuit-elle ? Quelles sont ses actions ?

Géraldine Lenain : La Société des Amis du Musée Guimet est née en 1923. C'est une association Loi de 1901, reconnue d'utilité publique en 1971. Elle fut fondée à la demande du conservateur en charge du musée à l'époque, Joseph Hackin. Il souhaitait créer un groupe d'amis autour de l'équipe de l'institution, mobiliser des mécènes et des scientifiques capables d'aider le musée dans ses acquisitions.

Dans cet objectif, un noyau dur s'est formé autour du grand financier David David-Weill, du sanskritiste Émile Senart, de l'explorateur tibétologue Jacques Bacot, et du sinologue Paul Pelliot, parmi d'autres personnalités célèbres.

La Société des Amis du Musée Guimet compte aujourd'hui 2000 membres qui ne résident pas tous en France mais aussi en Europe, et dans d'autres pays du monde.

Le rôle de la SAMG est double. En premier lieu, il est de rendre visible le musée à l'international. Pour cela, des « mini » Sociétés d'Amis du Musée Guimet ont été créées aux quatre coins du monde. Une antenne des « *American Friends of Guimet* » a été mise en place aux États-Unis en 2019 et une autre du même genre à Hong-Kong en 2022. Des ambassadeurs locaux y animent un groupe de mécènes passionnés. Le rôle des Amis est ensuite de soutenir le Musée dans ses acquisitions, ainsi que dans ses projets de restauration.

Les budgets des institutions françaises étant limités, nous nous mobilisons à la demande du musée dès qu'il y a un besoin particulier pour une œuvre ou pour un projet. Par exemple, nous avons lancé au cours de l'année 2023 une souscription auprès du public afin d'aider le musée à acquérir un rare bronze tibétain du XV^{ème} siècle.

En 2022, nous avons permis l'acquisition d'une pièce exceptionnelle, un vase *meiping* [1] en porcelaine à riche décor peint au cobalt sur fond blanc de la dynastie (mongole) Yuan (1279-1368), dit le « Vase Richard Kan » [2] du nom de son mécène, un bienfaiteur de notre société d'Amis que nous avons sollicité. L'année prochaine, à la demande du musée, nous



soutiendrons l'année qui sera dédiée à la Corée. Tous les deux ans en effet, un pays est mis à l'honneur à Guimet. L'année dernière, c'était la Chine à l'occasion de la célébration du 60^{ème} anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Paris et Pékin. L'année prochaine, ce sera la Corée et en 2028, l'Inde.

Nous accompagnons le musée en essayant de répondre au mieux à ses besoins et nous animons à cette fin le cercle des Amis du Musée. Nous organisons environ quinze activités par mois, qui vont des conférences à des visites de collections permanentes ou temporaires, que ce soit au Musée Guimet ou dans d'autres musées à Paris, en province ou en Europe. Nous emmenons nos membres partout où il est question d'Asie.

Nous avons créé il y a trois ans les Jeunes amis de Guimet qui comprennent aujourd'hui 300 membres. Très actifs, ils abordent autrement les musées. Ainsi, ils ne vont pas forcément aux visites guidées classiques que nous proposons. Ils préfèrent se retrouver autrement, aller manger ensemble dans un restaurant chinois, puis ensuite aller écouter un concert de K-pop et puis lire des mangas.

En vous écoutant, c'était la question que j'avais envie de vous poser : quel profil ont les Amis du Musée ? Est-ce que ce sont des gens âgés, disons des jeunes retraités dynamiques, des passionnés de l'Asie, qui ont vécu dans ce continent ?

Pas forcément, certains ont en effet déjà vécu en Asie, mais pas tous. Nous avons des jeunes retraités dynamiques, et des jeunes actifs aussi. Tous ont ce point commun, un grand intérêt pour l'Asie. C'est une communauté très fidèle. L'une de nos membres la plus ancienne, décédée à l'âge de 101 ans il y a 2 ans, cotisait depuis 60 ans chaque année à la Société d'Amis.

Nous devons cependant penser à la suite aussi. Rajeunir le public, c'est un problème qu'ont tous les musées dans le monde. Les premiers éléments de l'étude que le musée est en train de mener, montrent que son public est plutôt féminin, ayant effectué huit à dix années d'étude. L'entrée pour les moins de 26 ans est gratuite.

Il s'agit surtout d'étudiants à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (Inalco), ou à l'École du Louvre. Après la fin de leurs études, nous les perdons de vue. C'est pour cela que nous avons créé Les Jeunes Amis du Musée Guimet. Ce sont des jeunes qui ne sont plus étudiants, qui sont entrés dans la vie active mais

qui gardent un lien affectif et intellectuel avec l'Asie, qui sont passionnés par ce continent, à l'exemple de Matteo Vassout, étudiant à l'Inalco, que nous avons désigné comme l'ambassadeur des Jeunes Amis.

Des activités sur mesure sont organisées pour eux, des visites d'ateliers d'artistes contemporains par exemple. Nous emmenons ce mois-ci nos membres au Cambodge, dans le prolongement de la récente exposition au Musée Guimet, *Bronzes royaux d'Angkor, un art du divin*.

Vous avez une riche expérience de l'Asie puisque vous y avez vécu quand vous étiez enfant et adolescente puis y êtes retournée à plusieurs reprises dans le cadre de vos activités professionnelles et en tant que femme mariée à un diplomate, nommé Consul général de France à Shanghai puis Ambassadeur de France en Inde. Forte de cette expérience, quel regard portez-vous sur l'Asie ? Quels sont les pays avec lesquels vous vous trouvez le plus d'affinités ? Et pour quelles raisons ?

C'est forcément un regard affectueux parce que l'Asie a jalonné plusieurs étapes importantes de ma vie. Toute la période de mon enfance et de mon adolescence à Hong Kong tout d'abord, qui a été pour moi des années très heureuses. C'est là que je me suis construite, et que j'y ai bâti mes repères. J'y étais de 1980 à 1988, quand Hong Kong était encore une colonie britannique, juste avant les événements de Tian'anmen.

Et puis il y a eu l'Inde dans les années 90, là où, avec mon mari nous avons décidé de nous marier, il y a 30 ans de cela. Et ensuite, il y a eu la Chine continentale, là où nos quatre fils ont grandi. D'un point de vue professionnel, cette dernière étape a été très importante puisque c'est lorsque je travaillais à Shanghai pour Christie's en tant que directrice internationale pour l'art chinois que j'ai œuvré à décrocher la licence pour que la maison de vente puisse opérer seule, sans partenaire local, en Chine continentale. C'était une première.

Je pose également sur l'Asie un regard informé car je l'ai observée de l'intérieur. Je l'ai vue prendre son essor et se transformer. Depuis le début des années 80, j'ai été témoin de ce processus qui s'est mis en route, pas forcément dans le sens où nous, Occidentaux, pensions qu'elle allait aller, et pas toujours dans le bon sens à nos yeux mais à une vitesse impressionnante. J'ai appris aussi que l'Asie n'est pas un bloc monolithique.



C'est une région très diverse, donc passionnante, et en transformation constante qu'il faut essayer de connaître et de comprendre.

On ne peut ignorer l'Asie compte tenu de son poids dans le monde - démographique, économique et stratégique. Il y a des sujets de préoccupation bien entendu, mais on ne peut tout craindre aveuglément.

Est-ce qu'il y a un ou des pays d'Asie avec lesquels vous vous sentez le plus d'affinités par rapport à d'autres ? Et si c'est le cas, pour quelle raison ?

Forcément la Chine et l'Inde parce que ce sont les deux pays dans lesquels j'ai vécu et travaillé. Mais je dirais également le Japon parce que je m'y suis beaucoup investie professionnellement. Spécialiste d'estampes japonaises pour Christie's à New York au début des années 2000, j'ai passé beaucoup de temps dans la zone et avec des collectionneurs japonais.

C'est un pays que j'apprécie énormément, il mériterait que l'on s'y intéresse davantage et qu'on établisse avec lui des collaborations beaucoup plus importantes. Je me réjouis justement de la prochaine grande exposition au musée Guimet, *Mangas*, de novembre 2025 à mars 2026.

Votre formation et votre expérience professionnelle vous ont conduite à vous intéresser à l'art asiatique, plus particulièrement au travers des postes de responsabilité que vous avez occupés au sein des célèbres maisons de vente aux enchères Christie's et Sotheby's.

Quelle est la situation de l'art asiatique aujourd'hui, ses grandes tendances, que celui-ci soit moderne ou ancien ? Quels sont les pays d'Asie qui y sont les plus, ou mieux représentés ? Et pour quelles raisons ?

Le marché de l'art asiatique se porte très bien. La part principale revient aujourd'hui à la Chine, en termes d'offres et de transactions. Ce n'était pas le cas avant 2000 où l'art japonais dominait. Le bouleversement a eu lieu en mars 2001 chez Christie's à New York où pour la première fois en vente publique, une œuvre d'art chinois atteignait la barre des 10 millions de dollars, établissant un record mondial en art asiatique. Il s'agissait d'un bronze archaïque chinois, connu sous le nom de « *Min Fanglei* » [3] datant du XII^{ème} – XI^{ème} siècle avant J.C.

À partir de là, la tendance s'est confirmée, la valeur de l'art japonais n'a pas simplement

stagné mais a décliné et l'art chinois a commencé à s'envoler. Sans collectionneurs chinois, il n'y a pas de marché d'art chinois. Ils poussent les prix sur le marché depuis 25 ans pour l'art traditionnel chinois mais également l'art moderne (Zao Wou Ki, Chu Teh-Chun, Sanyu, etc.). En 2017, une peinture de Qi Baishi s'est vendue 140 millions de dollars.

Et les artistes contemporains ?

C'est un marché qui a plus de mal aujourd'hui.

Vous avez parlé de ce basculement du Japon vers la Chine. Est-ce qu'il y a une raison particulière à cela, pourquoi l'intérêt des acheteurs est passé du Japon à la Chine ?

Cela coïncide avec l'ouverture de la Chine à la fin des années 90, et une prise de conscience au plus haut niveau chez les autorités chinoises de l'intérêt de rapatrier le patrimoine. Les spécialistes de maisons de vente chinoises comme *Guardian* (dans laquelle j'ai travaillé à Pékin dans les années 2000 en tant que première spécialiste occidentale dans une maison de vente chinoise) ont commencé à voyager en dehors de Chine pour récupérer des œuvres en Occident.

Lorsque j'ai commencé à travailler sur le marché de l'art dans les années 90, quelle que soit la salle de vente dans laquelle vous alliez, y compris à Hong Kong, toute la salle était occidentale, remplie de marchands d'art et collectionneurs américains, anglais, français ou néerlandais et quand il y avait un Chinois, tout le monde se retournait en se demandant ce qu'il faisait là.

Aujourd'hui, vous allez dans n'importe quelle salle de vente d'art d'Asie, même au fin fond d'une province en France, vous n'y trouverez que des Chinois et quand il y a un Occidental assis dans la salle, tout le monde se retourne en se demandant ce qu'il fait là ! La situation s'est complètement inversée en 20 ans avec l'arrivée des Chinois, pas simplement les collectionneurs mais également les spécialistes, les acteurs des musées, des maisons de vente, etc.

Ils ont commencé à sortir de Chine et à s'intéresser à leur patrimoine pour les raisons qui sont les leurs, qui peuvent être de type nationaliste. Ils ont commencé à acheter au départ sans avoir l'œil très averti. Ils achetaient tout et n'importe quoi, on n'y comprenait plus rien parce que tout ce qui était en vente partait à des prix absolument faramineux, cela n'avait aucun sens.



Si les collectionneurs chinois devaient se retirer aujourd'hui, le marché s'écroulerait.

S'agissant du Japon, qui a connu des difficultés économiques, les vendeurs sur ce marché se sont montrés beaucoup plus prudents. Ils ont conservé jalousement leurs collections, et ne les ont pas bradées. Nous trouvons de très belles collections d'objets d'art chinois au Japon mais le marché d'art japonais, lui, n'est jamais revenu au niveau d'avant 2000. L'âge d'or de l'art japonais était dans les années 80 et 90. C'est comme l'art coréen, l'offre et les prix atteints par la céramique coréenne dans les années 90 se sont ensuite taris.

Peut-être que cette tendance va s'inverser à nouveau un jour. Le marché des estampes japonaises se porte bien, même s'il n'est pas revenu à son niveau d'avant.

En revanche, ce qui marche de mieux en mieux, c'est l'art moderne vietnamien (Le pho, Vu Cao Dam, Mai-Thu, etc.), avec des œuvres produites dans les années 30 jusqu'aux années 50 qui atteignent des records en ventes publiques.

Est-ce qu'il y a des acheteurs chinois ou asiatiques qui montrent un intérêt fort pour des objets d'art occidental ?

Tout les intéresse. J'ai pu le constater en observant depuis plus de 20 ans le comportement des acheteurs chinois. Au départ, seul l'art chinois, ce qu'ils connaissaient le mieux culturellement, les intéressait. Aujourd'hui, on les retrouve dans tout type de ventes, des bijoux à l'art tribal en passant par le design, le vin, l'art contemporain, impressionniste et moderne.

Leur intérêt se porte même sur des objets auxquels on n'aurait jamais pensé, tels les manuscrits anciens ! Des éditions originales peuvent être achetées au plus haut niveau par des collectionneurs de Chine continentale qui ne parlent ni le français, ni l'anglais.

Vous êtes aussi l'auteure de deux biographies à succès, l'une consacrée à Monsieur Loo, le roman d'un marchand d'art asiatique (Éditions Philippe Picquier, 2013), et l'autre au dernier Maharaja d'Indore (Le Seuil, 2022). D'où vous est venu cet intérêt pour ces deux personnages haut en couleur ?

Ces deux personnages sont venus à moi. Dans les deux cas, c'est un événement qui a provoqué ce projet d'écriture. Je ne pouvais pas faire autrement parce que si je ne racontais pas

leur histoire, elles allaient être perdues à jamais. Pour l'histoire de C.T. Loo, c'est comme cela que ça s'est passé. Lorsque je suis rentrée de Pékin à Paris en 2005, le marché de l'art en France, jusqu'alors réservé aux commissaires-priseurs français, s'ouvrait aux maisons de vente étrangères.

Lorsque Sotheby's m'a demandé de créer le département d'art asiatique en France, de constituer une équipe et d'organiser les premières ventes d'art d'Asie en France, j'ai reçu un coup de fil inattendu du petit-fils du plus grand marchand d'art asiatique de tous les temps, C.T. Loo. Il m'a révélé 50 années d'archives personnelles du marchand, passées sous les radars. Nous manipulons des œuvres d'art ayant appartenu à C.T. Loo, sans rien savoir de ce personnage hors du commun.

On ne connaissait pas l'homme, ni ses motivations, ses réseaux, c'était un énorme mystère. Lorsqu'ensuite je suis arrivée à la *Freer and Sackler Gallery* de la *Smithsonian* à Washington DC, j'avais alors accès à tous les fonds américains. Étant la seule personne à l'époque à connaître l'existence des archives familiales et à y avoir accès, je me suis dit qu'il fallait que je raconte cette histoire inédite afin de répondre aux questions qu'on se posait tous depuis toujours et ainsi faire avancer la recherche.

Mon projet de départ était d'établir le catalogue raisonné de toutes les pièces qui étaient passées entre les mains de C.T. Loo, et puis je me suis vite aperçue en plongeant de plus en plus dans les archives qu'il y avait beaucoup plus que cela.

Comme pour le Maharaja d'Indore, ce qui m'intéresse est l'histoire complexe derrière ces personnages, le destin de ces hommes multiculturels qui traversent des époques incroyables. S'adaptent-ils ? Comment font-ils pour s'adapter ? Tel est le genre de questions que j'aborde.

Après cette riche expérience professionnelle et la publication de ces deux ouvrages, quels autres projets nourrissez-vous ?

Ce qui me motive aujourd'hui, c'est d'avoir un autre regard sur l'histoire de l'art telle qu'elle nous a toujours été racontée, avec des yeux d'Occidentaux, et de montrer qu'il y a d'autres modernités, non occidentales, aussi importantes que Picasso ou Brancusi, pour ne citer que ces deux grands artistes.



Les personnages sur lesquels je m'arrête m'intéressent parce qu'en plus d'être multiculturels, ils sont peu connus et mériteraient de l'être davantage.

Ma plus-value est de les révéler. Réhabiliter des artistes majeurs injustement passés sous silence, tels sont mes projets actuels. Il se trouve qu'il s'agit cette fois de femmes artistes, encore issues de pays dits « du Sud ». Elles incarnent ces modernités périphériques qui sont enfin revisitées aujourd'hui, bousculant ainsi l'histoire de l'art moderne trop longtemps eurocentrée.

Le fait que ce soit des femmes est important car quand on parle d'art en général, de philosophie ou de littérature, on parle plus souvent d'hommes. Je pense par exemple aux Delaunay, Sonia et Robert.

Quand on prononce le nom Delaunay, les gens pensent en premier lieu à Robert. Mais en réalité, Sonia a été beaucoup plus aventurière, beaucoup plus avant-gardiste, beaucoup plus créative. Et quand vous vous plongez dans leur vie, vous vous apercevez que c'est elle qui lui a fait découvrir la couleur, ce mouvement de simultanéité de couleurs et de formes.

C'est un exemple mais il y en a beaucoup d'autres : Frida Kahlo et Diego Rivera notamment. Sonia Delaunay a fait en sorte que la mémoire de son mari ne soit jamais oubliée. Elle s'est donc mise en retrait du vivant de son mari, elle a exploré d'autres modes d'expression, comme le textile et beaucoup d'autres domaines qui étaient considérées comme des arts mineurs à l'époque.

Et puis quand son mari meurt avant elle, elle consacre les 35 dernières années de sa vie à faire en sorte que son œuvre à lui ne soit pas oubliée et bien mise en avant, quitte à s'effacer elle-même. Aurait-il fait la même chose pour elle ? Je ne le crois pas.

[1] Un vase *meiping* (梅瓶, litt. « vase prunier ») est un vase chinois en porcelaine où sont traditionnellement placées des branches fleuries de prunier. C'est sous la dynastie des Tang (618-907) que sont faits, en grès, les premiers *meiping*. Ceux-ci sont alors utilisés comme récipients à vin, mais à partir des Song (960-1279), ce sont des vases pour y mettre des fleurs de prunier, ce qui leur vaut ce nom de « *meiping* ».

[2] <https://www.guimet.fr/fr/nos-collections/chine/vase-richard-kan>

[3] <https://en.thevalue.com/articles/western-zhou-dynasty-archaic-bronze-tiger-ying-vessel-uk-auction-canterbury-auction-galleries-chinese-government-protest-ming-fanglei>

Géraldine Lenain

Géraldine LENAIN est historienne de l'art, travaillant depuis vingt-cinq ans sur plusieurs continents comme spécialiste en arts asiatiques chez Christie's et Sotheby's, reconnue internationalement sur le marché de l'art. Elle vit actuellement au Brésil. Elle a déjà publié *Monsieur Loo, le roman d'un marchand d'art asiatique* (Philippe Picquier, 2013) et *Le dernier maharaja d'Indore* (Le Seuil, 2022). Elle est également Présidente des Amis du musée Guimet, Vice Présidente de la MEP (Maison Européenne de la Photographie) et membre du conseil consultatif de la Adrian Cheng K11 Craft and Guild Foundation, Hong Kong.



Yves Carmona
Ancien diplomate

Article Nouveaux Regards

Qu'est-il arrivé au Népal ?

Par Yves Carmona

Le temps a passé depuis les événements qui ont secoué le Népal, entraîné violences et destructions mais conduisent ce magnifique pays, sous la conduite d'une Première ministre respectée, Mme Sushila Karki, à un nouvel espoir.

L'auteur de ces lignes y a vécu deux années et demie et gardé des amis sur place qui lui ont fourni jour après jour de précieuses informations.

Le 8 septembre, de nombreux Népalais, surtout des jeunes de la GenZ ainsi qu'ils se sont eux-mêmes désignés, sans leaders mais en s'appuyant sur des réseaux sociaux, ont manifesté à Katmandou contre la corruption, très répandue dans le pays, et contre le gouvernement de M. Oli, contre le fait aussi que 3 septuagénaires (ce dernier et MM Deuba et Prachanda) se relaient depuis une décennie au gouvernement de manière à s'enrichir et à en faire profiter leurs enfants, les « *Nepobabies* » dénoncés par les manifestants, à tour de rôle.

Débordé, le gouvernement s'est mis à interdire certains réseaux sociaux, ce qui a mis en furie les manifestants et a attisé leur révolte – il faut noter que depuis la fin de la guerre civile en 2008, la parole est libre au Népal et que les réseaux sociaux sont un moyen essentiel pour les millions d'émigrés de garder le contact avec

le pays et souvent d'effectuer les virements qui motivent leur émigration.

Le 9 septembre, M. Oli a démissionné et a fui dans un camp militaire près de Katmandou pendant que les forces de maintien de l'ordre – l'armée essentiellement – dont il avait ordonné le positionnement dans les rues de la capitale, ont tué au moins 70 personnes.

Les bâtiments de la Cour suprême, du Parlement et du gouvernement, les dossiers de l'administration encore peu numérisée, le domicile privé de l'ex-Premier ministre ainsi que de son parti, et ceux des deux autres anciens Premiers ministres ont été incendiés ou détruits, mais aussi des hôtels de luxe, certains sièges de journaux, en somme ce qui symbolisait des lieux de pouvoir.

Les détenus ont été libérés et certaines villes autres que la capitale se sont également soulevées, l'aéroport a été fermé et les vols internationaux annulés ou déroutés vers la province.



Le 10 septembre, l'armée a proclamé le couvre-feu et a imposé l'ordre dans les rues et, dès le 12 septembre, Mme Sushila Karki, avec l'accord de la Gen Z, a présenté son gouvernement au Président de la République Ram Chandra Poudel qu'on avait cru un temps séquestré.

Naguère étudiante en droit puis avocate, acceptant des dossiers difficiles, elle a été la première femme à présider en 2016 la Cour suprême, connue comme incorruptible, les dirigeants de la Gen Z (on ne sait qui ils sont) l'ont acceptée.

Elle a ensuite nommé un petit nombre de ministres : celui de l'énergie est Kulman Ghising, ex-président de la Nepal Electricity Authority (NEA) qui avait chassé les corrupteurs et rétabli la lumière à Katmandou quand il a été nommé donc d'une grande popularité – il aurait même refusé d'être Premier ministre, préférant se consacrer à son domaine de compétence.

On dit maintenant qu'il pourrait se tourner vers l'action politique avec un nouveau parti. De la même manière, le Dr Sanduk Ruit, né de parents illettrés, qui a pratiqué jusque dans les campagnes 10 000 fois la chirurgie au laser, a préféré se consacrer à son hôpital plutôt que d'entreprendre une carrière politique.

La presse occidentale a souvent pensé que l'interdiction de réseaux sociaux était la cause des émeutes mais c'est bien plus profond, la volonté d'un processus de décision plus démocratique que son fonctionnement actuel, hiérarchique et unilatéral, loin des préoccupations des Népalais ordinaires.

Certains y voient pourtant la main de la Chine ou des États-Unis, affrontement planétaire qui se joue aussi au Népal.

« L'année dernière, des agents américains [de la CIA] ont diffusé à travers le pays des rapports, organisé des tables rondes et tenu des réunions d'information, tous avec le même message : « La Chine est l'ennemi, les États-Unis votre ami. »

Le thème officiel était la lutte contre la corruption et son influence autoritaire. Parallèlement, ces agents américains ont organisé des sessions de formation à l'intention des journalistes népalais et des médias locaux

afin de les aider à dénoncer la corruption et les abus de pouvoir, à publier des articles, à promouvoir la responsabilité et la transparence, et à demander des comptes aux dirigeants politiques. En d'autres termes, à frapper fort sur le gouvernement.

Un troisième groupe d'agents s'est consacré aux jeunes de la « génération Z ». Leur objectif était de donner aux militants les moyens de promouvoir les valeurs démocratiques et les droits de l'homme. Les agents américains ont dispensé une formation sur l'utilisation de l'art comme moyen d'expression sociale et politique. Au total, la CIA a dépensé à elle seule environ 1,6 million de dollars pour encourager l'activisme au Népal l'année dernière [...].

Le gouvernement népalais a avancé à petits pas. Au début de l'année, il a simplement demandé à tous les sites web et réseaux sociaux de s'enregistrer auprès de lui avant le 3 septembre. C'est là que les choses ont pris une tournure étrange. TikTok, dont la société mère est chinoise, s'est empressé de s'inscrire, tout comme une application appelée We-Talk et une autre nommée Viber.

Les applications américaines Facebook, WhatsApp, LinkedIn... ont refusé d'obtempérer. [...] C'est à ce moment-là que les activistes de la génération Z sont passés à l'action. On connaît la suite...

Redonnons la parole à des Népalais. Un ami de l'auteur de ces lignes écrivait : « *le Népal traverse une période tumultueuse, une turbulence que je n'ai jamais connue au cours de mes 35 ans de carrière. Il y a eu dix ans d'insurrection, de régime autocratique et d'incertitude politique, mais aujourd'hui, nous sommes confrontés à un avenir sans véritable perspective. L'objectif est d'assurer une prospérité équitable pour les Népalais. Mais qui nous guidera tout au long de ce voyage ? [...]* Les couvre-feux n'ont pas pu être appliqués, car les gens sont descendus dans la rue. Des coups de feu ont été entendus partout.

Nous ne connaissons même pas le nombre de morts ou de blessés. Il ne s'agissait plus seulement de manifestations de la génération Z, car de nombreuses autres personnes s'y sont jointes. Certaines ont laissé éclater leur colère refoulée. L'ancien Premier ministre Deuba et son épouse, l'actuelle ministre des Affaires étrangères, ont été traînés hors de leur maison et battus – des vidéos de ces faits ont été largement diffusées. Beaucoup d'autres ont subi le même sort. Le Premier ministre a



démisionné et s'est enfui. Les réseaux sociaux regorgent de vidéos montrant des bâtiments en flammes, qu'il s'agisse de propriétés privées ou publiques. Il est déchirant de voir des structures construites grâce à nos impôts partir en fumée. Il est 22 heures. Cela a été l'une des journées les plus épuisantes de ma vie. Nous vivons dans l'espoir et l'angoisse. J'espère qu'il y aura un semblant de gouvernement capable de prendre des mesures pour rétablir l'ordre public. Le chef de l'armée a publié une déclaration. Nous espérons que la paix prévaudra. »

The Diplomat, revue dont les analyses ne manquent pas d'intérêt, écrit le 15 septembre :

« Dans la confusion, certains noms circulent pour prendre la tête de la transition, mais c'est finalement Mme Sushila Karki qui est nommée par le président Ram Chandra Paudel après des tractations menées sous l'égide de l'armée. Son mandat est clair et limitatif : organiser des élections le 5 mars 2026.

Dans ce choix, il y a la volonté de calmer la rue en misant sur une figure extérieure aux combines partisans.

Ainsi que l'écrit un journaliste : « pour comprendre cette implosion, il faut revenir sur l'histoire récente du Népal. Pendant deux siècles, ce royaume enclavé entre la Chine et l'Inde fut gouverné par une monarchie qui se présentait comme l'incarnation de l'unité nationale. Mais derrière l'apparat, le pays vivait dans la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans les années 1990, le vent démocratique qui soufflait sur l'Asie atteignit Katmandou. Une monarchie constitutionnelle fut instaurée, mais la corruption minait les gouvernements successifs. C'est alors que surgit la guérilla maoïste. Pendant dix ans, de 1996 à 2006, une guerre civile opposa les insurgés aux forces de l'État, faisant plus de 17 000 morts.

En 2008, après le massacre de la famille royale et la défaite des loyalistes, la monarchie fut abolie. La République démocratique fédérale du Népal naquit dans l'enthousiasme et cependant, le pays a vécu dans une instabilité chronique : coalitions fragiles, gouvernements renversés à répétition, querelles partisans paralysant les réformes.

Le drame népalais n'est pas qu'une affaire intérieure. C'est aussi une question géopolitique. Le pays, coincé entre la Chine et l'Inde, vit sous le regard jaloux de ses deux puissants voisins.

Pékin finance routes et infrastructures dans le cadre de ses « Nouvelles routes de la soie », espérant tirer Katmandou de son isolement. New Delhi, traditionnel protecteur, redoute ce basculement vers le Nord. »

Aujourd'hui, l'Inde a salué la nomination de Sushila Karki, espérant un retour à la stabilité. Mais elle sait que le feu couve toujours. Si le Népal sombre dans le chaos, c'est tout l'équilibre fragile de l'Himalaya qui pourrait vaciller. La diplomatie népalaise, bien souvent bafouée par ses deux grands voisins, se demande si elle doit cultiver l'amitié de l'Inde ou de la Chine, consciente que le Népal n'a guère les moyens de choisir.

La vraie question demeure : cette génération Z népalaise, qui a pris la rue au nom de la transparence, de l'éducation et de la dignité, saura-t-elle transformer sa colère en projet politique durable ? Ou bien verra-t-elle, comme tant de fois depuis 2008, ses espoirs récupérés par de nouveaux clans ? Le meneur de la guerre civile, Prachanda alias « le féroce » est toujours là et se fait le héraut de la démocratie. Idem pour l'ex-Premier ministre Oli, dont le mandat s'est terminé avec 72 morts mais qui refuse de démissionner de la tête de son parti.

La nomination de Sushila Karki a suspendu le temps, offrant au pays un répit fragile jusqu'aux élections dont le ministre compétent réaffirme qu'elles auront bien lieu. Mais la jeunesse n'acceptera pas un simple replâtrage institutionnel. Elle veut un changement de système, pas seulement de visages. Si les élections de mars 2026 n'apportent pas cette rupture, alors le Népal, pays au passé tragique, pourrait de nouveau s'enfoncer dans le cycle sans fin de l'instabilité.

Organiser cette élection ne sera pas une mince affaire car elle se heurte à de nombreuses difficultés :

- La Loi ne permet pas à des dizaines de milliers de jeunes d'y participer et la question se pose pour les millions d'émigrés ;
- Parmi les bâtiments détruits, un certain nombre de bureaux de vote ;
- Un groupe de travail a été formé par le nouveau ministre des Finances en vue des élections ;
- Les anciens partis, et surtout leurs trois chefs septuagénaires résistent au changement et contestent la légitimité du processus qui a permis à Mme Karki d'être nommée, sans compter que certains réclament le rétablissement de la monarchie ;



- Respectabilité internationale : elle sera difficile à rétablir, bien que la Première ministre ait fixé de stricts plafonds aux délégations dans les conférences, comme la COP 30 (environnement) au Brésil ;
- Sécurité : beaucoup de postes de police ont été brûlés et des uniformes dérobés...

Conclusion

Le Népal a retrouvé une certaine stabilité, mais les problèmes sont profonds dans ce pays pauvre et le souvenir des 72 victimes dont on peut voir les photos sur l'hebdomadaire contestataire « Nepali Times » ne va pas s'effacer.

Le secteur du tourisme apparaît comme le premier à être affecté par les répercussions économiques des protestations. L'éducation peut être mortelle : un étudiant népalais parti se former dans un kibboutz en Israël a été pris en otage par le Hamas le 7 octobre 2023, après

avoir sauvé ses compagnons d'une attaque à la grenade, puis assassiné.

Actuellement, la mousson se manifeste tout en bas, dans le Madhesh, par de violentes pluies à l'origine d'inondations catastrophiques et autres dégâts (au moins 52 morts) et en haut, dans l'Himalaya, par d'exceptionnelles chutes de neige. Le changement climatique est en cause et menace ce pays, qui pourtant produit très peu de gaz à effet de serre, de multiples manières, notamment par liquéfaction accélérée de glaciers qui peut en quelques minutes détruire un village en contrebas. Cela s'est déjà produit à Thame heureusement sans victimes le 16 août 2024, comme en fait régulièrement l'avertissement l'organisation internationale ICIMOD dont le siège est près de Katmandou.

Elle vise à encourager le développement durable des écosystèmes de montagne dans l'Himalaya. Mme Karki a de quoi faire !

Yves Carmona

Ancien élève de l'ENA et diplomate, Yves CARMONA a passé la plus grande partie de sa carrière en Asie : conseiller des Affaires étrangères au Japon à deux reprises, premier conseiller à Singapour et ambassadeur au Laos puis au Népal (2012-2018). Dans ces postes comme dans ceux qu'il a occupés à Paris, il a concentré, y compris comme étudiant en japonais, son attention sur l'évolution très rapide des pays d'Asie et de leurs relations avec la France et l'Europe. Désormais retraité, il s'attache à mettre son expérience à disposition de ceux et celles à qui elle peut être utile.



CHEN Yo-Jung
Ancien diplomate français

Analyse Nouveaux Regards

Chine et Japon : **Lost in Translation.**

Par CHEN Yo-Jung

D'une façon générale, les risques de malentendus sont plus forts entre peuples voisins et frères qu'entre ceux qui sont éloignés et inconnus.

Le plus souvent, ces malentendus se manifestent quand ces deux peuples croient, parfois à tort, se comprendre parfaitement en raison de leur proximité culturelle et surtout linguistique.

Rien qu'en Europe, où différents peuples partagent une même racine culturelle et linguistique gréco-latine, ce genre de malentendus ne manque pas. Entre la langue de Molière et celle de Shakespeare notamment, les exemples de « faux-amis » linguistiques sont fréquents.

Ayant longtemps servi comme traducteur-interprète hexalingue dans des entretiens diplomatiques internationaux à haut niveau, j'ai appris à mes frais qu'il ne fallait pas traduire « actuellement » en français par « actually » en anglais, ni confondre « librairie » et « library ». Il m'est aussi arrivé de provoquer des sourires malins en traduisant « I am excited to see her » en « Je suis excité de la voir »...

Entre la France et le Japon, les confusions linguistiques, quoique de nature différente, existent aussi. Du côté français, elles sont le plus souvent

dues au h muet qu'un grand nombre de Français, même ceux qui sont couramment japonophones, prononcent à mauvais escient quand ils parlent la langue du Soleil levant. Dans la langue japonaise, le sens d'un mot change complètement selon que le h est aspiré ou non.

C'est ainsi qu'il arrive souvent à un Français japonisant qui voudrait dire « il fait beau temps » (*haréru*) de finir par dire qu'il « fait un temps de chien » (*aréru*). Autres exemples : les Japonais ont souvent du mal à comprendre quand un Français parle d'« *Iroshima* » au lieu de « Hiroshima », ville martyre du premier bombardement atomique.

Un Français peut aussi provoquer le désarroi au Japon quand il dit qu'il cultive des « épouses méchantes » (*akusai*) dans son jardin quand il voudrait dire des choux (*hakusai*). De même, une « aiguille » (*hari*) devient une « fourmi » (*ari*).

De leur côté, les Japonais, à de rares exceptions, sont incapables de prononcer le phonème « eu/e » qui n'existe pas dans leur langue faisant qu'ils ont souvent du mal à se faire comprendre en France même quand ils sont d'excellents francophones.

Par exemple, un Japonais francophone pourrait surprendre son interlocuteur français en demandant une « fille » alors que ce qu'il voulait était une « feuille ». De même, l'auteur a été invité



plus d'une fois par des amis japonais francophiles à un délicieux dîner de « pot-au-fou » !...

Chine/Japon : Vous avez dit *airen* 愛人 !?

Les malentendus linguistiques sont surtout abondants entre le chinois et le japonais, ces deux langues qui partagent pourtant une écriture quasi identique.

En dépit de leurs langues parlées distinctes, Chine et Japon utilisent depuis deux millénaires un même système d'écriture : les sinogrammes 漢字 (prononcé *hanzi* en chinois et *kanji* en japonais).

Des trois pays asiatiques de la sphère d'influence linguistique chinoise (le Japon, la Corée et le Vietnam), le pays du Soleil levant est le seul à avoir conservé jusqu'à nos jours l'usage de *kanji* (mêlé au *kana* local) dans la vie courante. La similarité de l'écriture donne aux Chinois et aux Japonais l'impression qu'ils peuvent se comprendre parfaitement à l'écrit même si leur langue parlée sont différentes.

Or cette impression de compréhension mutuelle est souvent trahie par des mots qui sont identiques à l'écrit mais qui ont des sens différents ou des nuances subtilement distinctes dans chacune des deux langues.

Au cours des vingt siècles de leur assimilation à la culture et la langue écrites chinoises (voir « La sphère d'influence des *hanzi* », N°16 (Septembre) de *Nouveaux Regards sur l'Asie*), les Japonais ont développé un talent particulier dans l'utilisation des *kanji* hérités de la Chine pour créer de nouveaux mots adaptés à leur propre langue ou pour traduire des notions modernes occidentales. Certains de ces nouveaux *kanji/hanzi* « *Made in Japan* » ont ensuite été ré-importés en Chine, créant un mélange complexe de significations et/ou de nuances souvent identiques mais parfois légèrement différentes entre les deux rives de la Mer de Chine orientale.

La communauté des 漢字 entre le chinois et le japonais a permis aux deux peuples de communiquer par écrit, de façon rudimentaire certes, même si les deux langues parlées sont différentes. Il s'agit là d'un avantage que la Chine ne peut plus partager avec la Corée ni avec le Vietnam, ces deux autres pays de la sphère d'influence culturelle chinoise ayant aujourd'hui plus ou moins abandonné l'usage des sinogrammes en faveur de leurs propres systèmes d'écritures nationales.

Cette impression de similarité et cette facilité de communication par écrit entre le chinois et le japonais peuvent être trompeuses dans des cas inattendus. Un même sinogramme ou un même mot peut avoir des sens distincts dans chaque langue ; de même, un mot revêtant le même sens dans les deux langues peut à l'occasion différer dans le degré de la nuance ou de la subtilité de cette même signification. Les exemples de tels « faux amis » sont nombreux.

Par exemple, un Japonais rendant visite à un ami en Chine pourrait être stupéfait de se voir présenté par son hôte chinois à son *airen* 愛人 (« épouse » en Chine continentale), un mot qui signifie au Japon « maîtresse » ou « amante » (*aijin*). Il y a aussi le cas du Japonais qui demande une *tégami* 手紙 (« lettre » en japonais) pour se voir offrir du « papier de toilette » (*shouzhi*) par son interlocuteur chinois.

On connaît aussi la mésaventure du touriste chinois au Japon qui s'adresse par écrit au concierge de l'hôtel pour demander une *qiche* 汽車 (« voiture » en mandarin) et qui se fait amener devant un « *kisha* » (train en japonais) dans une gare.

Incidents diplomatiques : lost in Translation

Si les malentendus portant sur l'interprétation sémantique des sinogrammes peuvent dans la plupart des cas prêter à de simples sourires entendus entre Chinois et Japonais, il n'en est pas de même au niveau diplomatique où de telles différences sémantiques et/ou nuances pour un même 漢字 *hanzi/kanji* sont susceptibles de provoquer un incident diplomatique grave au niveau étatique.

En 1972, le Japon et la Chine, archi ennemis durant la Seconde Guerre mondiale, ont finalement décidé d'enterrer les haches et de rétablir leurs relations diplomatiques à l'occasion d'une visite d'État « historique » en Chine du Premier ministre Tanaka Kakuei.

Un des sujets épineux mais primordial dans les négociations bilatérales préparant cette visite était de savoir comment la partie japonaise allait exprimer son remord/regret/repentir pour les atrocités commises par l'armée impériale à l'endroit de la population chinoise. Le sujet était sensible et délicat car le Japon d'après-guerre, de par l'orgueil national qui lui est particulier, a toujours été dans une sorte de déni de son passé d'agresseur et a toujours tenté de minimiser sa responsabilité envers la Chine.

Ainsi, à la différence de l'Allemagne, Tokyo, en dépit de ses efforts de réparations et de ses multiples



messages de regret, s'est toujours refusé de présenter une fois pour toute des excuses de façon claire, précise et sans détour vis-à-vis de la Chine. Cette incapacité japonaise de trancher sans équivoque avec sa responsabilité pour les crimes de guerre commis en Chine constitue encore aujourd'hui une épine dans les relations sino-japonaises.

C'est dans ce contexte qu'au banquet officiel en l'honneur du chef du gouvernement nippon dans le Grand Hall du Palais du peuple à Pékin, toutes les attentions étaient rivées sur ce que M. Tanaka allait dire dans son discours qui devait ouvrir une nouvelle page dans les relations nippon-chinoises. À ce moment-là le chef du gouvernement nippon déclara solennellement son profond regret à l'égard de ce « passé malheureux » entre les deux pays où, dit-il, le Japon avait causé des *meiwaku* 迷惑 (« ennuis » ou « nuisances » en japonais) au peuple chinois.

L'emploi du terme 迷惑 par le Premier ministre japonais pour qualifier ce que son pays avait infligé au peuple chinois provoqua un grand émoi dans la salle de banquet parmi les participants chinois. La colère de la partie chinoise atteignit un tel point qu'elle envisagea même à un moment donné de rompre les tout derniers pourparlers en vue du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

Il y avait de quoi ! Si la légèreté du sens du mot en japonais était déjà suffisamment insultante, elle l'était encore plus en chinois où ce même mot *mihuo* 迷惑 en chinois signifie une simple confusion ou un léger embarras.

Comble d'horreur, l'interprète de M. Tanaka ajouta de l'huile sur le feu en traduisant sur le champ ce *meiwaku* 迷惑 japonais en *mafan* 麻煩 qui signifie en chinois... « dérangement ».

Heureusement, la partie chinoise sut maîtriser sa colère et mettre de côté sa rancune au profit de la grande cause que constituait la normalisation des relations diplomatiques avec l'ancien ennemi devenu la deuxième économie mondiale, susceptible d'aider la Chine à sortir de son statut de paria de la communauté internationale de l'époque.

Cela étant dit, les Chinois, toujours attachés à l'importance du sens des mots, n'étaient pas prêts à laisser repartir le Premier ministre japonais sans lui donner une leçon sur le poids et la gravité que pouvait revêtir un mot mal choisi.

A la veille de son départ de Pékin, M. Tanaka eut l'honneur d'être reçu par Mao Zedong, alors retiré

des affaires d'État, dans le bureau privé de ce dernier. À la fin de l'entretien, le Grand timonier se saisit nonchalamment dans sa vaste bibliothèque d'un ouvrage ancien qu'il offrit au Premier ministre japonais. Il s'agissait des *Élégies de Chu* (楚辭 *Chuci*) datant de la période des Royaumes Combattants (IV^{ème} siècle av. J-C).

M. Tanaka, grand lecteur des classiques chinois, découvrit plus tard dans ce très ancien ouvrage un passage sur l'exacte signification du mot 迷惑. Il y était expliqué que celui-ci s'employait pour s'excuser quand on avait accidentellement éclaboussé la robe d'une femme... Une manière subtile de rappeler au Premier ministre japonais à quel point son « regret pour le passé malheureux entre les deux pays » manquait de poids.

Litige territorial : vous avez dit guoyouhua 国有化 (nationalisation) !?

Pendant les négociations de 1972 pour le rétablissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon, un des dossiers épineux à régler était celui des îles Senkaku/Diaoyutai dont l'appartenance reste encore aujourd'hui disputée entre la Chine, Taïwan et le Japon.

Ces îles inhabitées, faisant partie de l'archipel *Ryukyu* (Okinawa), étaient sous administration américaine à la fin de la guerre du Pacifique. Lors de la restitution début 1972 d'Okinawa au Japon, les Américains ne restituèrent pas à Tokyo sa « souveraineté » pleine et entière, mais simplement son droit d'administrer les Senkaku/Diaoyutai à la suite d'un accord ambigu où la Chine n'était pas mentionnée. Cette ambiguïté juridique pèse encore de tout son poids dans le long contentieux avec la Chine qui réclame sa souveraineté sur ce groupe d'îles que le Japon considère comme faisant partie de son territoire.

Lors du rétablissement des relations diplomatiques sino-japonaises en 1972, la partie chinoise, soucieuse de privilégier une bonne entente avec la deuxième économie mondiale d'alors, proposa de mettre entre parenthèses ce litige territorial en attendant que les générations futures trouvent une solution. Excellents commerçants, les Chinois avaient jugé qu'il ne valait pas la peine de sacrifier la lucrative coopération économique en perspective avec le Japon pour un groupe de petites îles inhabitées.

Depuis quatre décennies, l'accord secret consistant à ne pas faire de vagues autour de la question de la souveraineté sur les Senkaku/Diaoyutai avait été respectée, Tokyo et Pékin ayant chacun interdit l'accès à ces îles à leurs citoyens (essentiellement des pêcheurs) et toujours traité dans la plus



grande discrétion toute intrusion de pêcheurs chinois – somme toute fréquente – dans les eaux limitrophes de ces îles.

Cette paix fragile fut brisée en 2011 à la suite d'un changement de gouvernement à Tokyo. Le nouveau cabinet japonais, dans l'apparente ignorance de la clause secrète concernant ces îles, s'est mis à arrêter et inculper avec fanfare le premier pêcheur chinois qu'il a attrapé dans les eaux territoriales des Senkaku/Diaoyutai.

Surpris par la colère de la partie chinoise, qui y voyait une violation claire de l'accord entre les deux parties, Tokyo s'empessa par la suite de relâcher et de rapatrier le pêcheur chinois.

Trop tard ! Car la résonance donnée par les Japonais à cet incident enflamma les réactions nationalistes des deux pays. Face à la montée de fièvre de leurs opinions publiques, Tokyo et Pékin furent amenés à étaler au grand jour leur dispute territoriale, à nier l'existence d'un accord secret et à revendiquer avec vigueur chacun de leur côté leur souveraineté sur ces îles.

L'année suivante, ajoutant de l'huile sur le feu, Ishihara Shintaro, gouverneur de la capitale nippone et politicien ultra nationaliste, lança un projet de collecte de fonds destinée à racheter ces îles à leurs propriétaires privés japonais pour le compte de la préfecture de Tokyo.

Afin d'empêcher à tout prix ce projet qui ne manquerait pas d'aggraver la colère chinoise, le

gouvernement japonais décida alors de *kokuyū-ka suru* 国有化する (nationaliser) le territoire en question.

C'est là que le contentieux territorial prend une tournure explosive. Du côté japonais, 国有化する ne signifiait que la prise de possession par l'État nippon d'un terrain privé, afin d'empêcher qu'il ne soit exploité par un ultra nationaliste déterminé à nuire aux relations nippo-chinoises. Donc, vu de Tokyo, une initiative somme toute fondée sur la bonne volonté. Or, du côté chinois, ce mot est interprété de façon complètement différente. Pour l'opinion chinoise, 国有化 signifiait que l'État nippon s'emparait d'un territoire appartenant à la Chine. Et donc, une nouvelle agression japonaise !

Depuis, sous la pression de son opinion publique en pleine effervescence patriotique, la Chine, qui n'est plus le pays pauvre de la communauté internationale de 1972, a durci le ton et laissé éclater des manifestations anti japonaises violentes sur son sol tout en multipliant des incursions (soigneusement limitées aux garde-côtes) dans les eaux territoriales des Senkaku/Diaoyutai au grand dam de Tokyo.

Aujourd'hui, en partie à cause de cette divergence d'interprétation du terme 国有化, les relations entre les deux pays sont à nouveau tendues.

Comme quoi il faut savoir tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler !

CHEN Yo-Jung

Né en 1947 à Taïwan, CHEN Yo-Jung a grandi au Vietnam et à Hong Kong. Il a fait ses études supérieures au Japon puis a servi pendant 23 années à l'ambassade de France à Tokyo en tant qu'attaché de presse et traducteur interprète. Naturalisé Français en 1981, Chen Yo-Jung est devenu en 1994 fonctionnaire titulaire du Quai d'Orsay. Il a servi en tant que consul adjoint/conseiller de presse dans plusieurs postes diplomatiques et consulaires français, dont à Tokyo, Los Angeles, San Francisco, Singapour et Pékin, avant de prendre sa retraite au Japon en 2012.



FENG Chuxuan
Fondateur de Huasheng Media

Entretien Nouveaux Regards

FENG Chuxuan, Fondateur de Huasheng Media.

Propos recueillis par Thomas Mulhaupt

Fondation France-Asie : Huasheng Media travaille avec de grands titres internationaux tels que le New York Times, Fast Company et Wallpaper. Comment parvenez-vous à trouver le juste équilibre entre la préservation de l'identité de ces marques mondiales et l'adaptation de leur contenu au public chinois et à l'environnement réglementaire ?

Feng Chuxuan : Je pense que le plus grand défi réside dans l'adaptation au public chinois. La Chine est une puissance orientale dont l'histoire, la culture et la trajectoire de développement sont fondamentalement différents de ceux de l'Occident. Bien sûr, nous sommes nés en Chine et nos collaborateurs ont reçu une excellente formation, ainsi nous avons une compréhension approfondie des préférences et des tendances de notre public.

Que ce soit du point de vue de la diversité de nos groupes ethniques, de nos régions géographiques ou de notre contexte historique, c'est là que réside notre force.

En ce qui concerne l'environnement réglementaire, j'ai toujours adhéré à un principe : où que vous soyez, en Chine, au Japon ou aux États-Unis,

chaque pays a ses propres politiques et interprétations. Il est essentiel de respecter et de se conformer aux réglementations locales. Les marques mondiales avec lesquelles nous collaborons sont des produits de consommation, et lorsqu'elles pénètrent dans un pays, elles le font dans le respect de son environnement réglementaire. Cela n'a donc jamais été un défi pour nous.

Dans un paysage médiatique en pleine mutation, où la transformation numérique et l'influence de l'État sont deux facteurs importants, quelle place voyez-vous aujourd'hui pour la créativité indépendante et la collaboration internationale dans le secteur des médias en Chine ?

Je pense que la vitesse de développement et la créativité indépendante des médias chinois, même si elles sont parfois exagérées, ont, à certains égards, surpassé celles de l'Occident.

En termes de transformation numérique, comme chacun le sait, le développement rapide de la



Chine est alimenté par sa population de 1,4 milliard d'habitants et les progrès rapides des technologies numériques, qu'il s'agisse des plateformes de réseaux sociaux indépendantes sur le marché chinois, des comptes médiatiques sur diverses plateformes ou des influenceurs et créateurs de contenu uniques, le paysage est très différent. Il s'agit, là encore, de respecter les réglementations locales et de façonner le contenu dans un cadre légal et conforme.

Quelle place reste-t-il pour la créativité indépendante et la collaboration internationale ? Je reviens au thème abordé précédemment, celui du mode de vie. Tout le monde, dans tous les pays, a le droit de rechercher une vie meilleure.

Tout comme la philosophie éditoriale de Huasheng Media, que nous appelons « vivre avec une vision plus large ».

Dans la recherche d'une vie meilleure, que ce soit en matière d'alimentation, d'habillement, de logement, de transport ou d'enrichissement spirituel, les possibilités sont vastes.

Comment établissez-vous et gérez-vous vos relations avec les annonceurs internationaux ? Pourriez-vous nous donner un exemple de la manière dont les marques françaises s'engagent sur le marché chinois à travers vos publications ?

Nos relations avec les annonceurs internationaux sont très amicales. En Chine, nous avons commencé avec la presse écrite. La presse écrite est-elle toujours importante ? Absolument, mais elle ne peut pas être le seul canal.

En Chine, nous avons un terme appelé « collaboration médiatique intégrée », et nos partenariats avec les marques internationales sont très faciles. Parfois, nous aidons les marques internationales à accomplir des choses que les médias étrangers ne peuvent pas faire, qu'il s'agisse de pénétrer des villes chinoises de deuxième et troisième rangs plus

segmentées ou de créer des récits ancrés dans l'artisanat et les matériaux locaux. Ce sont là des réalisations vraiment impressionnantes.

Notre collaboration avec Chanel, par exemple, pour soutenir la littérature et les écrivains chinois, est aujourd'hui la vitrine la plus influente du secteur sur le marché local.

Les publications consacrées au luxe et à l'art de vivre constituent l'un des piliers du portefeuille de Huasheng Media. Comment envisagez-vous l'évolution du marché chinois du luxe et quelles informations pourraient être utiles aux marques de luxe françaises qui cherchent à renforcer leur présence en Chine ?

L'avenir du marché chinois des produits haut de gamme est sans aucun doute prometteur. Comme je l'ai souvent dit, au cours des quarante dernières années de réforme et d'ouverture, l'économie chinoise s'est développée rapidement. Aujourd'hui, elle connaît un ralentissement naturel et une période d'ajustement global, avec divers défis à relever.

Mais à long terme, un marché de 1,4 milliard de personnes représente un énorme dividende, en particulier pour le secteur des produits haut de gamme. Je pense que l'avenir sera très prometteur. Pour les marques françaises, ou toute autre marque, qui s'implantent en Chine, il y a deux points essentiels à retenir.

Premièrement, si vous ne recherchez qu'une croissance numérique ici, cela ne pourra pas durer indéfiniment. Deuxièmement, si vous pénétrez le marché d'un vaste pays oriental de 1,4 milliard d'habitants, vous devez comprendre la culture locale et les consommateurs.

Plus important encore, vous devez vous inspirer de marques telles qu'Hermès, Dior, Louis Vuitton et Chanel, et vous impliquer dans la culture locale. C'est la stratégie à adopter pour réussir à long terme.

FENG Chuxuan

FENG Chuxuan est le fondateur de HUASHENG MEDIA et le fondateur, associé, Viva la Youyi. Huasheng Media publie plusieurs titres internationaux, notamment Wallpaper China Edition, The New York Times, Style Magazine China, Nylon China, Food & Wine China Edition, Fast Company China Edition et Another Man China Edition.



Robin Rivaton
CEO, Stonal & Young Leader 2024

Analyse Nouveaux Regards

Nvidia et la Chine : l'autonomisation se rapproche.

Par Robin Rivaton

Les dernières semaines ont confirmé que Nvidia n'est plus seulement un champion des cartes graphiques, mais un acteur coincé dans une guerre d'usure géopolitique.

Le 15 juillet, le secrétaire américain au Commerce, Howard Lutnick, expliquait [1] sur CNBC que la Chine ne recevait jamais que le quatrième meilleur processeur de Nvidia. Pas l'A100 ni le H100, pas même leur successeur direct, mais le H20, une version affaiblie taillée sur mesure pour Pékin. « Nous ne leur vendons pas notre meilleur matériel, ni le deuxième, ni même le troisième », déclarait-il. La réaction de Pékin ne s'est pas fait attendre. Le 31 juillet, Nvidia a été convoqué par les régulateurs chinois [2], soupçonné d'intégrer des portes dérobées dans ses H20. Début août, un compte lié au média d'Etat CCTV [3] affirmait que ces puces « ni écologiques, ni avancées, ni sûres » n'étaient pas dignes de confiance. Quelques jours plus tard, Bloomberg révélait que le gouvernement chinois avait envoyé des instructions aux entreprises publiques et privées [4] pour éviter l'utilisation de ces processeurs dans des projets sensibles.

Côté américain, la pression s'est accentuée. Le 11 août, qu'un accord été conclu entre la Maison Blanche et Nvidia et AMD qui devraient reverser 15 % des revenus [5] de leurs ventes en Chine au gouvernement américain en échange d'autorisations d'exportation pour les H20. Le 13 août, Reuters [6] rapportait que des trackers avaient été trouvés dans des expéditions de Dell et Super Micro contenant des puces Nvidia et AMD, afin de vérifier qu'elles ne soient pas détournées.

Jensen Huang, PDG de Nvidia, a multiplié les allers-retours entre la Chine et les États-Unis pour défendre le dossier, jouant les diplomates dans une guerre technologique à haut risque. Mi-juillet il était invité à la cérémonie d'ouverture [7] de la troisième China International Supply Chain Expo et tressait des louanges à l'écosystème chinois de l'IA. Il s'agissait de sa troisième visite en Chine depuis le début de l'année.

Finalement fin août, Nvidia aurait demandé à ses sous-traitants de cesser la production [8] de la puce H20 et aurait présenté à l'administration américaine un nouveau modèle, dit B30A [9], basé sur l'architecture Blackwell, trois fois plus performant que les H20



mais avec des performances réduites de 30 à 50 % par rapport à sa puce de dernière génération. Début octobre 2025 lors d'un événement organisé par Citadel Securities à New York, Jensen Huang a déclaré, contrarié, que la part de marché de Nvidia en Chine était passée de 95 % à 0 %.

Au milieu de ce bras de fer, l'histoire de DeepSeek illustre les contradictions chinoises. La start-up avait été incitée par Pékin à entraîner son modèle R2 sur les puces Ascend de Huawei plutôt que sur Nvidia. Résultat : difficultés techniques répétées, délais [10] et finalement un compromis bancal. Néanmoins, le 21 août, l'entreprise a annoncé que son modèle V3.1 avait été entraîné avec le format UE8M0 FP8 scale, un standard maison. Cet événement a été largement célébré dans l'écosystème chinois. UE8M0 FP8 [11] est un format numérique 8 bits conçu pour réduire mémoire et coût de calcul lors de l'entraînement de modèles d'IA. Variante du FP8 classique, il marque surtout une tentative de standardisation : plusieurs fabricants chinois de GPU, 910D de Huawei et Siyuan 690 de Cambricon, l'adoptent nativement.

En s'imposant comme alternative au format FP8 E4M3/E5M2 de Nvidia, UE8M0 concurrence directement son écosystème propriétaire. En effet, Nvidia ne domine pas uniquement par ses puces, mais par la couche logiciel propriétaire qui s'y greffe. CUDA (Compute Unified Device Architecture) est devenu un standard de fait pour le calcul parallèle. Sur CUDA s'empilent cuDNN (Deep Neural Network primitives) et TensorRT (optimisation/inférence).

Cambricon, le Nvidia chinois, fournit un environnement logiciel NeuWare, qui est censé jouer un rôle similaire à CUDA/cuDNN, mais reste moins mature. Or la société a publié fin août un profit record de 140 millions de dollars [12] au premier semestre 2025. Son cours a été multiplié par 5 en un an et elle vient de lever 700 millions de dollars. Bien que Cambricon ne détienne encore que 3 % du marché domestique, son parcours symbolise la réussite d'une stratégie de rébellion technologique portée par l'État et les startups. Et inspire. Quatre petits fabricants de puces d'IA, dont Biren et MetaX, cherchent à entrer en bourse avant la fin de l'année.

[1] <https://www.cnbc.com/2025/07/15/howard-lutnick-says-china-is-only-getting-nvidias-4th-best-ai-chip.html>

[2] <https://www.globaltimes.cn/page/202508/1341630.shtml>

[3] <https://www.scmp.com/tech/tech-war/article/3321411/nvidias-h20-chips-face-growing-chinese-distrust-over-alleged-back-doors-15-revenue-deal>

[4] <https://www.reuters.com/world/china/china-cautions-tech-firms-over-nvidia-h20-ai-chip-purchases-sources-say-2025-08-12/#:~:text=Earlier%20on%20Tuesday%2C%20Bloomberg%20News,particulier%20for%20government%2Drelated%20purposes>

[5] <https://www.bbc.com/news/articles/cvgvnx8y19o>

[6] <https://www.reuters.com/world/china/us-embeds-trackers-ai-chip-shipments-catch-diversions-china-sources-say-2025-08-13/>

[7] <https://english.cctv.com/2025/07/16/VIDE5KztLL9lsQDs6pLezho250716.shtml>

[8] <https://www.theinformation.com/articles/nvidia-orders-halt-h20-production-china-directive-purchases>

[9] <https://www.wsj.com/livecoverage/stock-market-today-jackson-hole-jerome-powell-08-22-2025/card/yBQAARuu4NcpXJRVDQX6>

[10] <https://www.ft.com/content/eb984646-6320-4bfe-a78d-aida2274b092>

[11] <https://eu.36kr.com/en/p/3433365413318016>

[12] <https://techwireasia.com/2025/08/cambricon-technologies-record-profit-china-ai-chip-revolution/>

Robin Rivaton

Robin Rivaton est le CEO de Stonal, une entreprise technologique créée il y a six ans et qui compte 150 employés. Stonal transforme le secteur immobilier grâce à sa plateforme de gestion de données de pointe, alimentée par l'intelligence artificielle, et a réussi à lever un total de 120 millions d'euros de fonds. Avant de rejoindre Stonal, Robin était investisseur chez Eurazeo, où il se concentrait sur les start-ups spécialisées dans les villes intelligentes et la proptech. Il est également le fondateur de Real Estech, un think tank de premier plan dans le secteur immobilier, qui publie une newsletter hebdomadaire suivie par 25 000 lecteurs. Outre son rôle chez Stonal, Robin est administrateur indépendant au sein des conseils d'administration de plusieurs promoteurs immobiliers et sociétés d'investissement immobilier cotées (SICTIV). Auteur de huit ouvrages sur la technologie et l'immobilier, il contribue en tant que chroniqueur aux journaux L'Express et Les Echos. Robin a précédemment travaillé comme conseiller économique auprès de personnalités telles que Bruno Le Maire, ancien ministre français de l'Économie, et Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France.

Le programme « Young Leaders » de la Fondation France-Asie réunit tous les ans, et pour chacun des « pays chapitre » de la Fondation, une trentaine de personnalités françaises et du pays d'Asie. Âgées de moins de 45 ans, elles seront amenées à jouer un rôle important dans leur pays et dans les relations franco-asiatiques et internationales. Le programme inclut des sessions de discussion selon l'actualité des deux pays, des rencontres avec des personnalités de premier plan, ainsi que des visites de sites industriels ou de lieux importants de la vie politique et culturelle du pays.



**FONDATION
FRANCE-ASIE**

Fonds de préfiguration

*La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante
consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.*

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président

Nicolas Macquin

Directeur Général

Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication

Jean-Raphaël Peytregnet

Édition

Agathe Gravière

15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur, contacter :

jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.

ISSN 3077-0556

Capgemini

LVMH



Galeries
Lafayette

L'ORÉAL

TIKEHAU
CAPITAL

SIMAERO



ESL RIVINGTON
GROUPE ADIT

A&O SHEARMAN

BRUNSWICK